

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/20579]

**11 AOUT 2017.** — Loi modifiante la loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime, la loi du 2 juin 2012 relative à l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation et la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 25 de la loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, au 1°, les mots « , des membres du personnel du Ministère de la Défense, les membres du personnel d'un gestionnaire des voies navigables ou d'un port désignés par l'Autorité nationale de sûreté maritime, la DGCC » sont insérés entre les mots « la police locale et fédérale » et les mots « et les capitaines de port »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° Les agents chargés du contrôle de la navigation désignés par le Roi pour ce qui concerne le contrôle à bord de navires et le contrôle des installations portuaires. »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 3, le paragraphe 3 et le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et 3° » sont systématiquement insérés après les mots « au § 1<sup>er</sup>, 2° »;

4° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, rendent compte au président de l'autorité nationale de sûreté maritime. ».

**Art. 3.** A l'article 3 de la loi du 2 juin 2012 relative à l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 6°, les mots « les ports du littoral et de l'Escaut maritime inférieur, le port de Gand, la partie belge du canal de Terneuzen à Gand, les ports situés sur la partie belge du canal de Terneuzen à Gand dont les limites sont fixées par le Roi et les canaux Zeebrugge-Bruges et Ostende-Bruges » sont remplacés par les mots « et les ports du littoral »;

2° au 29°, le mot « belges » est abrogé;

3° l'article est complété par les 30° à 33°, rédigés comme suit :

« 30° navire sous pavillon étranger : un navire qui n'est pas un navire belge;

31° administration d'un port : la personne de droit public chargée de la gestion et de l'exploitation du port;

32° activité d'interface navire/port : les interactions qui se produisent lorsqu'un navire est directement et immédiatement affecté par des activités entraînant le mouvement de personnes ou de marchandises ou la fourniture de services portuaires vers le navire ou à partir du navire;

33° MLC : la convention du travail maritime adoptée le 23 février 2006 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail. ».

**Art. 4.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le 3° est abrogé.

**Art. 5.** L'article 8, § 2, de la même loi, est abrogé.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/20579]

**11 AUGUSTUS 2017.** — Wet tot wijziging van de wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging, de wet van 2 juni 2012 betreffende de federale instantie voor onderzoek van scheepvaartongevallen en de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 25 van de wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden in de bepaling onder 1° de woorden „ personeelsleden van het Ministerie van Landsverdediging, de door de Nationale Autoriteit voor Maritieme Beveiliging aangeduide personeelsleden van een waterwegbeheerder of haven, het ADCC ” ingevoegd tussen de woorden “ federale politie ” en “ en de havenkapiteins ”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een bepaling onder 3°, luidende :

“ 3° de door de Koning aangewezen met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren voor wat betreft het toezicht aan boord van schepen en het toezicht op de havenfaciliteiten. ”;

3° in paragraaf 2, derde lid, paragraaf 3 en paragraaf 4, eerste lid, worden telkens de woorden “ en 3° ” ingevoegd tussen de woorden “ in § 1, 2° ” en de woorden “ bedoelde ambtenaren ”;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

“ § 5. De in paragraaf 1, 3°, bedoelde ambtenaren rapporteren aan de voorzitter van de nationale autoriteit voor maritieme beveiliging. ”.

**Art. 3.** In artikel 3 van de wet van 2 juni 2012 betreffende de federale instantie voor onderzoek van scheepvaartongevallen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 6° worden de woorden “ de havens van de kust en de Beneden-Zeeschelde, de haven van Gent, het Belgische gedeelte van het kanaal van Terneuzen naar Gent, de havens gelegen aan het Belgische gedeelte van het kanaal van Terneuzen naar Gent waarvan de grenzen door de Koning worden vastgesteld en de kanalen Zeebrugge-Brugge en Oostende-Brugge, ” vervangen door de woorden “ en de havens van de kust ”;

2° in de bepaling onder 29° wordt het woord “ Belgische ” opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met de bepalingen onder 30° tot 33°, luidende :

“ 30° schip onder vreemde vlag: een schip dat geen Belgisch schip is;

31° bestuur van een haven: de publiekrechtelijke rechtspersoon die als taak heeft het beheer en de exploitatie van de haven;

32° Schip/haven-raakvlak: de interacties die plaatsvinden wanneer een schip rechtstreeks en onmiddellijk betrokken is bij de acties die gepaard gaan met de verplaatsing van personen of goederen, dan wel de verlening van havendiensten aan of vanuit het schip;

33° MLC: het verdrag betreffende maritieme arbeid goedgekeurd door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie op 23 februari 2006. ”.

**Art. 4.** In artikel 4, eerste lid, van dezelfde wet wordt de bepaling onder 3° opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 8, § 2, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dans la même loi, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. Lorsque, conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, une enquête de sécurité est menée par l'OFEAN sur un accident de navigation ayant tué ou blessé grièvement un marin auquel s'applique la MLC, elle est également considérée comme une enquête au sens de la règle 5.1.6 de la MLC. ».

**Art. 7.** Dans la même loi, à la place de l'article 15 annulé par l'arrêt n° 158/2013 de la Cour constitutionnelle, est inséré l'article 15 rédigé comme suit :

« Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Une contribution est due à l'OFEAN en vue de couvrir ses frais de création, de personnel et de fonctionnement.

La contribution visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est due par les exploitants de navires belges et par les exploitants de navires sous pavillon étranger faisant escale dans le port d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de Liège, d'Ostende ou de Zeebrugge.

§ 2. La contribution des exploitants d'un navire belge est due chaque année civile.

La contribution est solidairement due par les exploitants du navire belge.

La contribution des exploitants s'élève à 0,013 euro par jauge brute du navire belge dont ils sont les exploitants au 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile où la contribution annuelle est due.

La contribution annuelle des exploitants, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est arrondie à l'euro supérieur si la partie décimale est égale ou supérieure à cinquante cents. Le montant est arrondi à l'euro inférieur si cette partie est inférieure à cinquante cents.

La contribution annuelle des exploitants est de minimum 25 euros et de maximum 1 500 euros par navire belge dont ils sont exploitants.

§ 3. La contribution d'un navire étranger faisant escale dans le port d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de Liège, d'Ostende ou de Zeebrugge est calculée selon la formule suivante :

$$(250\,000 - BE) / AN \text{ où}$$

BE = contribution totale des exploitants de navires belges visée à l'article 15, § 2, alinéa 3.

AN = nombre total d'escales de navires sous pavillon étranger dans les ports d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de Liège, d'Ostende et de Zeebrugge durant la période du 1<sup>er</sup> octobre de l'année civile antérieure au 30 septembre de l'année civile en cours où la contribution est due.

La contribution est solidairement due par les exploitants du navire sous pavillon étranger.

§ 4. Les montants visés au paragraphe 2, alinéas 3 et 5, et au paragraphe 3 sont indexés annuellement selon la formule suivante :

Montant multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice initial.

Le nouvel indice est l'indice santé applicable au mois de novembre de l'année antérieure à l'année où le montant est adapté conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'indice de départ est l'indice santé du mois de novembre 2016.

Le résultat obtenu pour les montants visés au § 2, alinéa 5, et § 3, est arrondi à l'euro supérieur si la partie décimale est supérieure ou égale à cinquante cents. Il l'est à l'euro inférieur si cette partie est inférieure à cinquante cents.

§ 5. L'OFEAN est chargé de la perception des contributions visées au paragraphe 2 et au paragraphe 3.

L'OFEAN envoie les avis de perception de la contribution visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux redevables de la contribution à partir du 1<sup>er</sup> octobre de l'année civile où la contribution est due. La contribution est exécutoire dans les 30 jours suivant l'envoi de l'avis par l'OFEAN.

En vue de la perception des contributions visées au § 3, le Ministre peut conclure un accord de coopération avec l'administration des ports concernés.

§ 6. Pour l'application du présent article, tout navire effectuant une activité d'interface navire/port est considéré comme faisant une escale dans un port.

Le nombre d'escales par navire individuel et par port pour lesquelles la contribution est due conformément au paragraphe 3, est limité au nombre d'escales annuelles qui sont nécessaires pour l'octroi d'un

**Art. 6.** In dezelfde wet wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 14/1. Wanneer de FOSO overeenkomstig artikel 9, § 1, een veiligheidsonderzoek instelt naar een scheepvaartongeval waarbij een zeevarende op wie MLC van toepassing is, overleden is of ernstige verwondingen heeft opgelopen, is dit tevens een onderzoek overeenkomstig voorschrift 5.1.6 van MLC. ».

**Art. 7.** In dezelfde wet wordt in de plaats van artikel 15, vernietigd bij arrest nr. 158/2013 van het Grondwettelijk Hof, het als volgt luidende artikel 15 ingevoegd :

« Art. 15. § 1. Met het oog op de dekking van oprichtings-, personeels-, en werkingskosten van de FOSO is aan de FOSO een bijdrage verschuldigd.

De bijdrage bedoeld in het eerste lid is verschuldigd door de exploitanten van Belgische schepen en door de exploitanten van schepen onder vreemde vlag die de haven van Antwerpen, Brussel, Gent, Luik, Oostende of Zeebrugge aandoen.

§ 2. De bijdrage van de exploitanten van een Belgische schip is elk kalenderjaar verschuldigd.

De bijdrage is hoofdelijk verschuldigd door de exploitanten van het Belgisch schip.

De bijdrage van de exploitanten bedraagt 0,013 euro per bruto-tonnenmaat van het Belgisch schip waarvan zij de exploitant zijn op 1 januari van het kalenderjaar waarin de jaarlijkse bijdrage verschuldigd is.

De jaarlijkse bijdrage van de exploitanten bedoeld in het eerste lid wordt afgerond naar boven op de euro als het decimale gedeelte gelijk aan of meer dan vijftig cent is. Het bedrag wordt naar onder op de euro afgerond als dit gedeelte minder is dan vijftig cent.

De jaarlijkse bijdrage van de exploitanten bedraagt minimaal 25 euro en maximaal 1.500 euro per Belgisch schip waarvan zij exploitant zijn.

§ 3. De bijdrage van een vreemd schip dat de haven van Antwerpen, Brussel, Gent, Luik, Oostende of Zeebrugge aandoet wordt berekend volgens de volgende formule:

$$(250.000 - BE) / JA \text{ waarbij}$$

BE = totale bijdrage van exploitanten van Belgische schepen bedoeld in artikel 15, § 2, derde lid.

JA = totaal aantal aanlopen van schepen onder vreemde vlag in de havens van Antwerpen, Brussel, Gent, Luik Oostende en Zeebrugge in de periode van 1 oktober van het vorige kalenderjaar tot 30 september van het lopende kalenderjaar waarin de bijdrage verschuldigd is.

De bijdrage is hoofdelijk verschuldigd door de exploitanten van het schip onder vreemde vlag.

§ 4. De bedragen in paragraaf 2, derde en vijfde lid, en paragraaf 3 worden jaarlijks geïndexeerd volgens de volgende formule :

Bedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer van de gezondheidsindex van de maand november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin het bedrag wordt aangepast overeenkomstig het eerste lid.

Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer van de gezondheidsindex van november 2016.

Het bekomen resultaat voor de bedragen bedoeld in § 2, vijfde lid, en § 3, wordt afgerond naar de hogere euro indien het deel in decimalen groter of gelijk is aan vijftig cent. De afronding gebeurt naar de lagere euro indien dit deel kleiner is dan vijftig cent.

§ 5. De FOSO is belast met de inning van de bijdragen bedoeld in paragraaf 2 en paragraaf 3.

De FOSO zendt de aanslagen voor de inning van de bijdrage bedoeld in het eerste lid aan de bijdrageplichtigen toe vanaf 1 oktober van het kalenderjaar waarin de bijdrage verschuldigd is. De bijdrage is uitvoerbaar binnen 30 dagen na het versturen van de aanslag door de FOSO.

Met het oog op de inning van de bijdragen bedoeld in § 3, kan de Minister een samenwerkingsovereenkomst sluiten met het bestuur van de betrokken havens.

§ 6. Voor de toepassing van dit artikel wordt een als een aanloop in een haven elk schip dat een interactie schip/haven-raakvlak verricht beschouwd.

Het aantal aanlopen per individueel schip en per haven waarvoor overeenkomstig paragraaf 3 de bijdrage verschuldigd is, wordt beperkt tot het aantal aanlopen per jaar die nodig zijn voor het verlenen van een

« pilot exemption certificate » à délivrer par la région compétente, que le bâtiment de navigation soit soumis ou non à l'obligation de pilotage.

**Art. 8.** Dans l'article 21 de la même loi, les mots « que le directeur de l'OFEAN visé à l'article 8, § 2, le juge nécessaire » sont remplacés par les mots « que l'OFEAN le juge nécessaire ».

**Art. 9.** Dans la même loi, il est inséré un article 34/1 rédigé comme suit :

« Art. 34/1. Par dérogation à l'article 15, il n'est dû pour l'année civile de l'entrée en vigueur de cet article que la partie de la contribution qui est proportionnelle à la partie restante de cette année civile. ».

**Art. 10.** A la rubrique 33/12 du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, insérée par la loi du 2 juin 2012, les mots « La contribution annuelle à charge des exploitants des navires belges et, en ce qui concerne les navires sous pavillon étranger, des ports d'Anvers, de Bruxelles, Gand, Liège, Ostende et Zeebrugge, » sont remplacés par les mots « La contribution annuelle à charge des exploitants des navires belges et des exploitants des navires sous pavillon étranger faisant escale dans le port d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de Liège, d'Ostende ou de Zeebrugge ».

**Art. 11.** La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 août 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
J. JAMBON

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre de la Défense,  
S. VANDEPUT

Le Ministre du Budget,  
S. WILMES

Le Secrétaire d'État à la Mer du Nord,  
Ph. DE BACKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

La Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : 54-2511

Compte rendu intégral : 19 et 20 juillet 2017

door het bevoegde gewest toe te kennen "pilot exemption certificate", ongeacht of het vaartuig loodsplichtig is of niet.

**Art. 8.** In artikel 21 van dezelfde wet worden de woorden "als de directeur van de FOSO bedoeld in artikel 8, § 2, nodig oordeelt" vervangen door de woorden "als de FOSO nodig acht".

**Art. 9.** In dezelfde wet wordt een artikel 34/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 34/1. In afwijking van artikel 15 is voor het kalenderjaar van de inwerkingtreding van dit artikel, slechts dat deel van de bijdrage verschuldigd in verhouding tot het resterende deel van dat kalenderjaar."

**Art. 10.** In rubriek 33/12 van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen, ingevoegd bij wet van 2 juni 2012, worden de woorden "De jaarlijkse bijdrage die door de exploitanten van de Belgische schepen en met betrekking tot de schepen onder vreemde vlag door de havens van Antwerpen, Brussel, Gent, Luik, Oostende en Zeebrugge verschuldigd is" vervangen door de woorden "De jaarlijkse bijdrage die door de exploitanten van de Belgische schepen en de exploitanten van de schepen onder vreemde vlag die de haven van Antwerpen, Brussel, Gent, Luik, Oostende of Zeebrugge aandoen verschuldigd is".

**Art. 11.** Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 11 augustus 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
K. PEETERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Defensie,  
S. VANDEPUT

De Minister van Begroting,  
S. WILMES

De Staatssecretaris voor Noordzee,  
Ph. DE BACKER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : 54-2511

Integraal verslag : 19 en 20 juli 2017

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/31028]

15 AVRIL 1994. — Loi relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire. — Coordination officieuse en langue allemande allemande. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 294 du 14 octobre 2011, page 63340, il y a lieu d'apporter la correction suivante :

À l'article 16, § 3, alinéa 2, dans le texte allemand, lire "Der König kann die Genehmigung auf der Grundlage einer Stellungnahme der Agentur aussetzen oder entziehen." au lieu de "Der König kann die Genehmigung nach Stellungnahme der Nuklearkontrollbehörde aufheben."

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/31028]

15 APRIL 1994. — Wet betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle. — Officiële coördinatie in het Duits. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 294 van 14 oktober 2011, bladzijde 63340, moet de volgende correctie worden aangebracht :

In de Duitse tekst van artikel 16, § 3, tweede lid, lees "Der König kann die Genehmigung auf der Grundlage einer Stellungnahme der Agentur aussetzen oder entziehen." in plaats van "Der König kann die Genehmigung nach Stellungnahme der Nuklearkontrollbehörde aufheben."